

## **DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**

### **LE DIRECTEUR DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE,**

**Vu**, l'article L. 1415-1 du Code de la santé publique,

**Vu**, l'article L. 756-2 du Code de l'éducation,

**Vu**, la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment ses articles 85 et 86,

**Vu**, le décret n° 2006-1546 du 7 décembre 2006 modifié relatif à l'Ecole des hautes études en santé publique,

**Vu**, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 10,

**Vu**, le décret n° 2008-618 du 27 juin 2008 modifié relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, bénéficiant des responsabilités et compétences élargies,

**Vu**, le décret NOR AFSZ1305827D du 16 avril 2013 nommant Monsieur Laurent CHAMBAUD, Directeur de l'Ecole des hautes études en santé publique,

**Vu**, le contrat de recrutement de Madame Béatrice ROCHEFORT en date du 22 octobre 2007,

**Vu**, la décision d'affectation avec effet au 22 octobre 2007 nommant Madame Béatrice ROCHEFORT, Gestionnaire d'équipements collectifs.

**Vu**, la délibération n° 61/2013 du Conseil d'Administration du 17 avril 2013 relative aux délégations d'attributions prévues à l'article 7 du décret du 7 décembre 2006,

**Considérant** la nécessité d'assurer la bonne gestion des services de l'établissement,

## **DECIDE**

### **Article 1 – Champ de la délégation**

Délégation permanente est donnée à Madame Béatrice ROCHEFORT en sa qualité de Gestionnaire d'équipements collectifs (GEC) à l'effet de signer les décisions et/ou actes suivants pour les affaires relevant de ses attributions :

- Ordre de mission / états de frais pour les déplacements du personnel affecté au GEC
- Congés et évaluation du personnel affecté au GEC
- Demande d'achat / de dépense
- Constatation du service fait

### **Article 2 – Durée**

La présente délégation entre en vigueur à la date de sa publication, ou de son affichage si celui-ci est plus tardif.

Elle cesse de plein droit si son titulaire perd la qualité de Gestionnaire d'équipements collectifs ou lorsque le délégant cesse d'exercer les fonctions de Directeur de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique.

### **Article 3 – Exécution**

Le directeur, en sa qualité de délégant, le délégataire et l'Agent Comptable sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rennes, le 13 janvier 2017

**Vu, la Gestionnaire d'équipements collectifs**

**Béatrice ROCHEFORT**

**Le Directeur de l'Ecole des hautes  
études en santé publique**

**Laurent CHAMBAUD**